

## Communiqué de Presse

### Justice pour Wissem Ben Abdellatif, une mort suspecte en détention administrative en Italie

**Le 28 novembre 2021, Wissem Ben Abdellatif, un jeune Tunisien de 26 ans originaire de Kebili, est décédé au sein de l'hôpital San Camillo de Rome après avoir été transféré du Centre de rapatriement<sup>1</sup> de Ponte Galeria à Rome. Sa mort d'une crise cardiaque serait peut-être due au recours à des mesures de contention pendant son hospitalisation. Une enquête a été ouverte par le Procureur de la République à Rome et une autopsie est en cours pour déterminer la cause du décès.**

Wissem est arrivé en Sicile début octobre et, après une période d'isolement dans un navire de quarantaine à Augusta, il a été transféré au centre de détention, l'étape préalable au rapatriement, donc considéré apte à la vie en détention.

Des préoccupations autour de l'état psychologique de Wissem ont été observées par les autorités, ce qui a conduit à son admission une première fois le 23 Novembre 2021 à l'hôpital Grassi d'Ostie puis au service psychiatrique de l'hôpital San Camillo à Rome.

Le 28 Novembre, Wissem meurt à l'hôpital San Camillo d'un arrêt cardiaque, mais ses parents ont affirmé que leur fils était « sportif et n'avait aucun problème physique ou mental »<sup>2</sup>.

Alessandro Capriccioli, conseiller régional du Lazio et Stefano Anastasia, Garant des personnes privées de liberté de la région Lazio, ont effectué une inspection au CPR le 4 décembre où ils ont pu consulter le dossier médical de Wissem et ont pu constater des mesures de contention pendant son hospitalisation.

Il reste à clarifier si la souffrance mentale de Wissem a précédé sa détention ou s'est développée pendant celle-ci. De plus, Mauro Palma, Président de l'Autorité garante des droits des prisonniers et des personnes privées de liberté, a déclaré à la presse italienne que « les tests sanguins étaient réguliers, il ne semblait pas y avoir de problèmes de santé<sup>3</sup> ».

Wissem est l'exemple même des pratiques expéditives et standardisées, adoptées à l'encontre des Tunisiens en Italie, et actées par des accords bilatéraux et des accords de financement entre les deux Pays, au détriment de l'intérêt de la population tunisienne et de son droit fondamental d'accéder à la protection internationale.

À la diffusion désarmante de l'information de son décès s'ajoutent les dénonciations continues et étouffantes des personnes qui sont passées par ces centres de rapatriement, qui décrivent des conditions invivables. L'ensemble du système de détention administrative des migrants en Italie, qui touche principalement les Tunisiens, doit être démantelé tandis que tout le cadre législatif sur les migrations doit totalement être repensé.

- Les organisations signataires, expriment leur soutien indéfectible à la famille du défunt, et appellent :
  - **Les autorités italiennes à lever toute opacité sur les circonstances ayant conduit à la mort de Wissem Ben Abdellatif, afin de garantir l'accès à la justice à sa famille.**
  - **L'Etat tunisien à révéler la vérité sur la mort de Wissem, et d'accompagner sa famille dans leur quête de justice et à la révision des accords bilatéraux entre la Tunisie et l'Italie, contraires au droit fondamental d'Asile garanti par les conventions internationales ratifiées par les deux pays**

<sup>1</sup> Centro di Permanenza per i Rimpatri : CPR

<sup>2</sup> <https://roma.repubblica.it/cronaca/2021/12/05/news/tunisino-329084932/>

<sup>3</sup> <https://www.open.online/2021/12/05/abdel-latif-tunisia-roma/>

## Liste des organisations signataires :

1. ASF – Avocats Sans Frontières Tunisie
2. LTDH- La ligue tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme
3. Association BEITY
4. ADLI- Association tunisienne de défense des libertés individuelles
5. ActionAid Italia
6. EuroMed Droits
7. FTDES - Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux
8. Association ASGI - Associazione per gli Studi Giuridici sull'Immigrazione
9. Watch The Med - Alarm Phone
10. Naga ODV
11. Collectif Pensare Migrante
12. Mai più lager - NO ai CPR
13. IADH - Institut Arabe des Droits de l'Homme
14. MDM - Médecins du monde, mission Tunisie
15. Associazione Opti Pobà
16. La Cledu - Clinica legale per i diritti umani dell'Università di Palermo
17. ARCI - Associazione ricreativa e culturale italiana
18. Borderline Sicilia ONLUS
19. A Buon Diritto ONLUS
20. CILD - Coalizione Italiana per le Libertà e i Diritti civili
21. Campagna LasciateCIEntrare
22. Indiewatch



## Liste des signataires :

- Féthi JARRAY, Président INPT
- Lotfi Ezzedine, membre INPT
- Sana Ben Achour, Association Beity